

**LES RÉPUBLICAINS DE GAUCHE ET LES
RÉPUBLICAINS RADICAUX
LES JEUNESSES DE L'ALLIANCE DÉMOCRATIQUE**

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 6, 2000-2001

Rosemonde SANSON

L'Alliance républicaine démocratique ou *Alliance démocratique*, sous des appellations diverses de 1901 à 1940, rassemble des républicains modérés. On sait que les modérés répugnent, habituellement, à l'embrigadement partisan, à la discipline, au militantisme. Pourtant, en trois temps, la nébuleuse des alliancistes s'est muée en parti pour des raisons conjoncturelles ou suivant la volonté du président du mouvement, Pierre-Étienne Flandin à partir de 1933. Alors les instances dirigeantes ont élaboré un programme, remanié les statuts et ont souhaité créer des organismes- satellites.

Ainsi, quatre mouvements de jeunesse dont trois pendant l'entre-deux guerres ont gravité autour de l'Alliance. C'est pourquoi l'histoire de ces jeunesses est coupée de périodes de latence.

L'Union des jeunesses républicaines démocratiques et les jeunes de l'Alliance dans les années 1920.

Charles Jonnart, élu président de l'Alliance républicaine démocratique le 15 juin 1920, après le retrait, pour raison d'âge, d'Adolphe Carnot transforme, sous la pression en particulier de nouveaux adeptes radicalisants tels Mascraud ou Perchot, l'association en parti, le Parti républicain démocratique et social (PRDS) et tente de le restructurer. Quelques mois plus tard, en décembre 1920, l'Union des jeunesses républicaines démocratiques (UJRD) est fondée sous l'égide du PRDS. Le secrétaire général du parti, Albert Mamelet, ancien normalien et agrégé de lettres, avec des étudiants des Facultés de droit

(Jacques Grassin), de lettres (Georges Séguéy), de médecine (Jean Séguéy) et surtout avec Pierre Tricart-Graveron et Gustave Delavenne émanant de la célèbre conférence parlementaire, la Molé-Tocqueville, ont préparé le terrain. Les cinq étudiants forment une commission administrative qui s'avérera éphémère.

Le noyau fondateur lance aussitôt un appel à la "jeunesse des écoles", puis, un mois plus tard, fait une déclaration plus largement adressée à la "jeunesse républicaine" qui fut diffusée par voie de presse. Une première assemblée générale peut se tenir en février 1921, où sont arrêtés programme, statuts et composition de la commission exécutive. D'autres décisions sont alors prises : la divulgation de la propagande par tracts et conférences, et la fondation de comités avec l'aide, sollicitée, des élus du PRDS.

Le mouvement adopte le programme du PRDS. Les documents susdits montrent le peu d'inventivité des rédacteurs. Ils font référence à Gambetta et à leurs pairs parce que leurs politiques ont fait leurs preuves. Ils disent vouloir pratiquer une politique d'union des républicains "contre les partis de désordre et de réaction". D'ailleurs, le titre pris insiste bien sur cette volonté d'union. Ils se situent eux-mêmes "entre les royalistes et les socialistes." Quelques traits les différencient cependant de leurs aînés. Ils mettent l'accent sur le "rapprochement fraternel des classes, le mieux-être des travailleurs." Ils s'assignent pour "tâche essentielle" l'éducation populaire et le développement du devoir social. Ils veulent rassembler des jeunes de quinze à trente ans, profondément républicains, qu'ils soient proches des radicaux ou des républicains de gauche, c'est-à-dire des modérés.

En réalité, l'UJRD est marquée à l'aune de l'élitisme. Elle s'adresse en priorité à la jeunesse des Écoles, et souhaite la création de sections dans les villes universitaires. Il s'agit, en effet, non tant de poursuivre l'éducation de la démocratie dans l'optique gambettiste que de donner une formation politique à de futurs cadres de parti, voire de futurs parlementaires.

La greffe n'a pas vraiment pris. Une réunion est organisée à Paris en avril 1921 avec le député Abrami pour conférencier. Quelques comités se seraient constitués, dont un groupe de jeunes à Avignon, créé sur l'initiative du comité départemental du PRDS du Vaucluse. Les comptes rendus de congrès du PRDS tenus en 1921, 1922 ou 1924 sont muets sur une éventuelle activité de l'UJRD. Impossible donc de suivre ses vicissitudes. L'absence, en bibliothèque, de l'hebdomadaire du PRDS, la *République démocratique*, n'est pas compensée par la consultation de journaux proches du parti. Au vrai, le parti lui-même est affaibli par une crise de direction. Jonnart, envoyé comme ambassadeur auprès du Vatican, confie la présidence à Noulens avant de se démettre, mais ni le nouveau président, le sénateur septuagénaire Antony Ratier, ni le secrétaire général, Albert Mamelet, ne semblent être à la hauteur de leurs charges.

Toujours est-il que le Cartel a suscité, à la fois, implosion et réorganisation des jeunes liés au PRDS. Gustave Delavenne et le jeune Edouard Frédéric-Dupont ainsi que Chavanet, ami d'Edgar Faure, créent une section universitaire rattachée à la Ligue républicaine nationale fondée en novembre 1924. Rien d'étonnant : autour de Millerand, on retrouve au comité directeur de la Ligue aussi bien Antony Ratier que des jeunes élus de l'Alliance, Pierre-Étienne Flandin ou Paul Reynaud. Quelques mois plus tard, en 1925, Auscher, ancien président de l'AGE – l'Association générale des étudiants de Paris – Convard de Prolles, Delavenne et Frédéric-Dupont fondent avec quelques amis une ligue, la Jeune France républicaine, qui entend prendre ses distances envers "les anciennes organisations" et souhaite une "politique républicaine de réorganisation nationale". Enfin, à la fin de l'année 1926, pour réagir contre une dérive droitière de l'Alliance démocratique et maintenir le cap d'une politique "concentrationniste" prônée par P.-É. Flandin, Pierre Auscher et des jeunes proches de l'Alliance fondent le Cercle d'études politiques lié à l'Alliance.

Justement, au congrès du PRDS (qui reprend alors le nom d'Alliance démocratique) tenu à Strasbourg les 5, 6 et 7 novembre 1926, le parti rend la parole aux jeunes. Edouard Frédéric-Dupont en tant que président des Jeunesses républicaines nationales fait une intervention. Il déclare que les jeunes républicains nationaux joignent au patriotisme l'amour de la liberté et du régime républicain, et assure l'Alliance de la confiance "la plus entière" de ses amis.

Des liens semblent renoués ou consolidés entre jeunes et aînés au sein de l'Alliance. L'accession, en 1927, à la commission de propagande de l'Alliance de quatre anciens ou actuels présidents de la conférence Molé-Tocqueville, soit Charles Convard de Prolles, Pierre Auscher, Gustave Delavenne et Edouard Frédéric-Dupont, en témoigne.

Si l'UJRD a survécu quelques mois seulement, il est de bon ton, pour des jeunes attirés par la politique, de venir écouter les conférenciers de l'Alliance lors de dîners organisés par le parti. C'est le cas de Louis Jacquinet, d'Edgar Faure qui rappelle dans ses *Mémoires* avoir été très impressionné par l'éloquence d'un Paul Reynaud. D'autres, tels Auscher, se sentent manifestement plus attirés par les vues concentrationnistes de P.-É. Flandin. Bref, les rapports ne sont pas rompus entre l'Alliance et les jeunes apprentis politiciens. La *République démocratique*, en ses rares numéros subsistant, ou la presse amie, évoquent "les jeunes de l'Alliance". Ils font état de réunions. Ainsi le 3 décembre 1928, à l'issue d'un banquet, "les jeunes de l'Alliance" ont envoyé une adresse d'hommage à Poincaré, ainsi qu'aux membres de son gouvernement inscrits à l'Alliance.

Pourtant, en 1929, dans deux articles publiés dans *Notre Temps*, Auscher et son camarade, R. Paul-Kahn s'enquière : "Mais où vont les jeunes de l'Alliance ?" Expression de désarroi, mais aussi d'espoir. En effet, ils déplorent que leurs camarades d'âge soient, comme leurs aînés, divisés entre partisans

d'une entente avec la Fédération républicaine et tenants d'une politique d'union avec les républicains situés à leur gauche. Mais après la tourmente du congrès de Dijon de 1929, les conceptions concentrationnistes de P.-É. Flandin finissent par l'emporter, à la satisfaction des jeunes adeptes du Cercle d'études politiques. Mais "les jeunes de l'Alliance" devront attendre que P.-É. Flandin soit élu à la présidence de l'Alliance pour que leur organisation quasi-informelle, ou survivant sous forme d'un bureau d'étudiants, soit structurée. Ce sera la Jeunesse de l'Alliance démocratique.

Que les liens soient formels entre l'Alliance et ses jeunes au temps de l'UJRD ou ténus, des jeunes gravitent autour de l'Alliance. Certains ont connu une belle carrière de député. Tricart-Graveron, ancien président de l'UJRD, a été élu, dès 1928, à vingt-sept ans député du Lot-et-Garonne ; André de Fels, Louis Jacquinot, Edouard Frédéric-Dupont ont siégé à la chambre des députés dans les années 1930, et bien ultérieurement enfin Alfred Dutheillet de Lamotte et Edgar Faure ont été mandatés sous la IVe République.

Le bureau de l'UJRD en 1921

Président: Pierre Tricart-Graveron

Vice-présidents: Laffon-Montels et Robaglia

Secrétaire général : Gustave Delavenne

Secrétaire adjoint : Jacques Grassin

Trésorier : Decoudru

Deux mouvements de jeunesses liés à l'Alliance démocratique (AD) devenu parti autonome au congrès de Paris du 29 mars 1933, sous la présidence de Pierre-Étienne Flandin, se sont succédés entre 1934 et l'entrée en guerre : la Jeunesse républicaine française (JRF) puis la Jeunesse républicaine démocratique française (JRDF).

En effet, après les déconvenues électorales subies en mai 1936, les responsables de la JRF remettent leur démission aux leaders de l'AD en décembre 1936. Sur la volonté même des leaders du parti, exprimée dès mars 1937, un mouvement renaît sous le titre de Jeunesse républicaine démocratique française en juillet 1937.

La Jeunesse républicaine française

La JRF prend la relève de l'Union des jeunesses républicaines démocratiques créée par le Parti républicain démocratique et social en 1920 et tombée en veillesse bien qu'un "bureau" d'étudiants existât toujours à l'Alliance. Elle fonctionne parallèlement pour quelques mois au Cercle d'études politiques fondé en juin 1927 et rénové à la fin 1933.

Pierre-Étienne Flandin devenu président de l'Alliance démocratique en janvier 1933 entreprend aussitôt de réorganiser la formation en parti autonome. Ce faisant, il demande à Gaston Morancé, docteur en droit, ancien pilote pendant la guerre, chevalier de la Légion d'honneur et collaborateur du député et ministre François Piétri, de former un groupement de jeunes lié à l'Alliance. Le 27 février 1934 le groupe est constitué. Il prend le nom de "Jeunesse républicaine française, formation d'action de l'Alliance démocratique".

Le congrès d'Arras en novembre 1934, au cours duquel P.-É. Flandin lance un vibrant appel à la jeunesse, officialise la création. Dès le 27 février 1934, un court manifeste était diffusé dans la presse :

"La Jeunesse républicaine française, héritière de la victoire et des traditions libérales de ses aînés, sera le bras au service de l'esprit pour la réalisation de réformes urgentes qu'exigent le prestige et le salut de la France".

Au vrai, la teneur du manifeste renseigne incomplètement sur les objectifs et le programme de la JRF.

Ce groupement se propose de représenter la jeune génération des républicains libéraux, ennemis des extrêmes. Face aux mouvements de jeunesse rattachés aux partis de gauche, et, théoriquement, pour "faire contrepoids" à ceux de droite, la JRF entend rassembler les jeunes de la mouvance modérée. Elle ambitionne d'insuffler une ardeur activiste à un parti comptant en ses instances dirigeantes nombre de personnalités avancées en âge. Elle prévoit aussi d'encadrer physiquement les conférenciers du parti, lors de manifestations propagandistes. Pour les dirigeants de l'Alliance, la formation de jeunes doit, bien évidemment, soutenir la doctrine du parti. Elle constitue une pépinière où se recruteront des militants, et une école où se formeront les futurs cadres du parti.

L'organisation de la JRF, formation dite autonome, calque, en réalité, celle de l'AD, et elles ont le même siège social, 3 rue des Pyramides. Ses statuts plusieurs fois amendés dans le sens d'un resserrement des liens avec le parti la mettent de fait sous surveillance. C'est ainsi qu'un de ses deux vice-présidents, Becuwe, aux positions pro-fascistes, donc anti-flandinistes, et accusé de prévarication, doit céder la place à la fin de l'année 1935 à Bruyneel. En revanche, ses membres revendiquent une représentation à la commission administrative permanente (CAP) du parti. Ils l'obtiennent au congrès de novembre 1936. Au vrai, les comptes rendus du conseil central de trente membres, conservés dans le modeste fonds de l'Alliance démocratique déposé à la BNF, font état de querelles intestines incessantes. Ainsi Morancé, démissionné, se maintient, se prévalant de la "confiance absolue" de P.-É. Flandin, érigé en rôle d'arbitre. Cependant, ils agissent.

"Héritiers de la victoire" et soucieux des problèmes sociaux, les responsables de la JRF présentent un programme dual, exprimé en peu de mots.

Ils préconisent, en effet, "une politique nettement nationale et une politique nettement sociale." Ce diptyque traduit les préoccupations majeures des membres de la JRF : œuvrer à une rénovation morale de la nation et porter haut le drapeau français, mais aussi mettre l'accent sur un profond réformisme social, rendre espoir aux jeunes et faire prévaloir entre eux l'entraide. Il synthétise aussi les idées de deux courants perceptibles au sein de la JRF. L'aile droite emmenée par Bécuwe est tentée par un rapprochement, voire un regroupement avec les Jeunesses patriotes, et même avec celles de l'Action française. Drieu la Rochelle, sans être membre de la formation, est un compagnon de route. Cette tendance critique le système économique existant et voit le salut en une politique économique "corporative et autarcique". Manifestement influencés par les jeunesses fascistes, ses adeptes rêvent de créer une mystique. L'aile gauche entraînée par Morancé récuse la politique des blocs, prône la tactique concentrationniste "pour arriver à former, au centre, un vaste regroupement républicain et démocratique". Mais il ne faudrait pas confondre ce ralliement aux thèses flandinistes avec un suivisme. Particulièrement attentifs aux problèmes économiques et sociaux, ses membres plaident pour un réformisme hardi passant par une lutte efficace contre le chômage dont les jeunes sont les premières victimes, et pour plus de justice sociale, pour ce qu'ils nomment une véritable "révolution dans l'ordre." Cette seconde tendance finit par l'emporter.

Si la JRF adresse plusieurs messages de sympathie à Flandin, elle n'hésite pas à critiquer la ligne directrice du parti. Comme Flandin, elle se prononce contre la guerre, c'est-à-dire pour la neutralité à propos de l'Éthiopie, contre l'intervention lors de la guerre d'Espagne. Elle condamne, sur le plan financier, la solution de la dévaluation préconisée par Paul Reynaud. En revanche, elle critique le pacte franco-russe, car "le bolchevisme, voilà l'ennemi", et réprouve la pratique des décrets-lois, jugée peu républicaine. Plus que le parti, la jeunesse préconise une politique sociale hardie.

Une affiche, retrouvée aux archives départementales de la Gironde, mais apposée dans diverses villes en novembre 1935, révèle la différence de style, au sens propre et au sens figuré, entre la JRF et l'Alliance démocratique, et traduit les ambiguïtés de son programme. Elle se termine ainsi :

Si vous êtes jeune
Si vous êtes Français,
Si vous êtes républicain,
Contre la dictature de gauche,
dernier espoir de la finance internationale et asservissement de la France à
Moscou,
Contre la dictature de droite,
appelée par l'égoïsme des ventres dorés et tolérée par la lâcheté de la bourgeoisie,
Adhérez à la jeunesse républicaine française, formation d'action de l'A.D.

Comment la JRF fait-elle passer le message et ses différences ? On dénombre cinq moyens d'action.

– Elle propage ses idées par voie de presse, particulièrement dans l'hebdomadaire *L'Alliance démocratique*, d'une façon intermittente, puis régulière, puisque le journal ouvre, en parution mensuelle, une "Tribune des jeunes". Elle les diffuse aussi par tracts et par affiches.

– Elle organise des réunions propagandistes, tant à Paris qu'en province. Elles reçoivent parfois l'appui de membres éminents du parti.

– Elle crée ses comités dans la capitale et dans une dizaine de départements, dont les plus actifs se trouvent en Gironde et dans le Var. Les comités auraient une durée éphémère aux dires de Morancé, à l'occasion d'une interview réalisée par nous. Impossible d'avancer un nombre d'adhérents. La JRF revendique 1200 membres à la fin de l'année 1934, mais l'implantation ne fait que commencer. La section girondine réunirait 3000 membres en 1936, les autres de 200 à 300. Ses leaders, il convient de préciser, ont contribué à la fondation de la Ligue de la femme française, présidée par Madame Foinant, proche de Flandin.

– Elle tient son propre congrès le 14 juin 1935 à Paris en l'absence, il importe de le souligner, de personnalités de l'Alliance. Ses membres participent, eux, activement aux débats lors des congrès du parti.

– Elle mène campagne électorale en 1936. Bien évidemment, ses membres prennent part aux réunions propagandistes des candidats du parti, mais surtout soutiennent leurs propres candidats, soit Morancé à Pontoise, Julien Tardieu à Millau, Ventenat à Riberac et Bruyneel à Blois. Tous quatre ont échoué. Ces échecs ont ravivé les tensions entre la JRF et le parti. Les jeunes multiplient les doléances. Ils reprochent aux leaders du parti de ne pas avoir véritablement soutenu leurs candidats. Plus généralement, ils accusent ceux-ci d'être auteurs de l'échec des candidats du centre pour n'avoir pas réalisé à temps les réformes profondes "que réclamaient les classes laborieuses". Ils se plaignent aussi d'une indifférence envers les sections de jeunes. Les différends éclatent en plein jour au congrès de Bourg, en novembre 1936. Lors du congrès de l'Alliance, trois membres de la JRF accèdent au comité directeur du parti, soit Mathé présidant la JRF de la région parisienne, Nisse et Ventenat (Bergogne y siège déjà). Ils emportent la décision selon laquelle un de leurs membres siègera à la CAP du parti. Mais les congressistes décident aussi, par motion, que la JRF devra mettre au point ses statuts et "préciser son action et son programme pour les mettre en harmonie avec ceux du parti". C'est un vote de réprobation.

La prégnance des tensions conduit les membres du conseil central de la JRF, "un panier de crabes", aux dires d'un de ses membres, à remettre leur démission début décembre 1936. L'œuvre de réorganisation est alors entreprise.

La JRF laisse place en juillet 1937 à la Jeunesse républicaine démocratique française - au JRDF.

Le bureau de la JRF

Président: Gaston Morancé, docteur en droit

Vice-présidents : Philippe Monin

Maurice Becuwe remplacé fin 1935 par Bruyneel

Secrétaire général : Michel Bergogne, docteur en droit

Trésorier : Marcel Ventenat, ingénieur civil des Mines

La Jeunesse républicaine démocratique française

Le 4 décembre 1936 un encart de l'*Alliance démocratique* annonce la démission des membres du comité central de la JRF. Mais elle survit à l'événement, si l'on en croit le titre de rubriques parues dans ce journal, avant de ressusciter sous le nom de Jeunesse républicaine démocratique française (JRDF) en juillet 1937.

Au vrai, en sa séance de mars 1937, la commission administrative permanente de l'Alliance a décidé de la réorganisation de la JRF, arguant de l'importance de la jeunesse dans le monde actuel et de la volonté de Pierre-Étienne Flandin de prendre appui sur un mouvement de jeunes.

Si aînés et jeunes s'accordent pour voir en un mouvement de jeunesse gravitant autour de l'Alliance une école de militantisme et un vivier de formation pour les futurs cadres du parti, ils ne lui assignent pas en revanche les mêmes finalités. Les leaders de l'Alliance conçoivent le mouvement comme un satellite au service du parti, qui répercute ses idéaux auprès des nouvelles générations. Les jeunes, par la plume de Bergogne, leur secrétaire général, mettent l'accent, eux, sur le rôle primordial de leur fonction dans la vie d'un parti, et revendiquent "d'adapter le programme au goût des jeunes" ; ils en usent.

Bergogne rappelle en janvier 1938 : "Un parti qui ne tiendrait pas compte de la nécessité d'avoir à intégrer les forces juvéniles de la Nation s'exposerait tôt ou tard à périr d'abord, à mourir ensuite." Manifestement influencé par des exemples étrangers, italien, allemand ou bolchevik, il assigne pour objectif à la JRDF de "lutter contre le risque de décadence de la race et contre le risque de décadence sur le terrain national" et, pour ce, il préconise une éducation qui englobe la culture physique, la formation du caractère au même titre que le développement de l'intelligence et du sens civique.

Ainsi, la JRDF s'inscrit dans la continuité de la JRF tout en présentant quatre différences, pour s'en tenir à l'essentiel.

Pourquoi, d'abord, le rajout du qualificatif *démocratique* dans le titre ? Il convient de penser aux diverses connotations du vocable. Il témoigne du désir de se différencier des autres mouvements de jeunesse, qu'ils soient de gauche ou de la droite plurielle, en mettant en évidence le rattachement à l'Alliance

étiquetée démocratique. L'adjectif reflète aussi la volonté de se réclamer des institutions démocratiques, de les défendre, face aux détracteurs de la république parlementaire. Il marque également l'attention soutenue des jeunes à l'égard des problèmes sociaux et particulièrement envers les classes populaires.

Le parti, second point, mise davantage sur les jeunes et tisse des liens plus serrés avec la JRDF, bien que celle-ci soit reconnue autonome et que les anciens statuts demeurent. Plusieurs preuves. La CAP de l'Alliance a confié à trois jeunes députés, Michel Brille, Louis Jacquinet, André Magnan, ainsi qu'à Pierre Douarre, président de la commission de propagande du parti, la mission de réorganiser le mouvement de jeunesse avec l'accord d'anciens responsables de la JRF. André Magnan, élu à 33 ans député de Saint-Étienne aux législatives de 1936, remplace Morancé à la présidence de la JRDF en janvier 1938. La participation de leaders de l'Alliance démocratique, en commençant par son président P.-É. Flandin, aux congrès de la JRDF, manifeste l'intérêt porté au mouvement des jeunes. Enfin, on peut souligner l'accession aux instances dirigeantes de l'Alliance démocratique de responsables de la JRDF, il est vrai après Munich, qui opéra un clivage au sein de l'Alliance. Morancé est nommé à la CAP, le docteur Auzimour, l'avocat Colin de Verdières, Julien Tardieu et les deux vice-présidents Fauconnier et Nicolini sont élus au comité directeur. Pourtant les porte-paroles de la JRDF, en de multiples occasions, déplorent d'être faiblement épaulés par leurs aînés.

Troisième point, l'activité de la JRDF semble plus soutenue que celle antérieurement déployée par la JRF. A partir de 1936, les responsables du mouvement raniment les sections existantes. Ils revendiquent plusieurs milliers d'adhérents, chiffre impossible à contrôler. La section girondine en compterait 3000 à elle seule. Son aire de rayonnement n'a guère évolué : Gironde, Var, Loire, Pas-de-Calais, et Paris, où un cercle d'études a été formé sous la présidence du sénateur girondin Portmann, vice-président du parti.

Autre particularité, la JRDF a tenu deux congrès nationaux : le premier à Bordeaux, les 12 et 13 février 1938, le second à Toulon, les 13 et 14 mai 1939. Celui-ci aurait attiré 250 congressistes venus de différents points de France. Ils sont l'occasion de débats entre jeunes et de prises de parole de leurs aînés. Ils donnent lieu à la rédaction de manifestes reproduits dans la grande presse. Par ailleurs, les principaux responsables de la JRDF prennent également part aux congrès de l'Alliance, y exprimant leur soutien ou manifestant une attitude frondeuse.

De fait, la JRDF, qui s'est engagée "à suivre la politique de l'Alliance démocratique" paraît enfin plus proche des prises de position de la maison-mère que ne l'était la JRF. Est-ce dire que la JRDF et l'AD parlent d'une même voix ? Il convient de nuancer.

L'option en faveur de la démocratie rend obsolète une alliance avec des mouvements de jeunesse fascistes, mais n'empêche pas des membres de la JRDF de se taxer de nationaux. Le choix de la démocratie est dicté par leur attachement à l'individualisme ainsi qu'au libéralisme et à une exigence morale. "La démocratie est le régime de l'effort" déclare l'un d'entre eux. La démocratie, affirment-ils, permet aux meilleurs de parvenir aux plus hautes responsabilités. Cercler, à Toulon, dénonce les "médiocrates" du régime de son temps et prône le gouvernement des élites. Si la JRDF se dit partisane du regroupement "de tous les républicains sincères", elle montre plus de réticence que ses aînés à se rallier à Daladier en 1938. Pas de compromission donc.

Plus droitiers que les instances dirigeantes de l'Alliance démocratique, au vrai parcourus de courants, les membres de la JRDF sont aussi plus sociaux. Ils attachent une importance toute particulière au progrès social, au point de reconnaître à l'actif du Front populaire, qu'ils pourfendent pourtant, le vote des congés payés et la semaine de quarante heures. Ils essaient de bousculer le réformisme timoré de leurs aînés. Mais la réforme hardie qu'ils prônent s'insère dans le cadre d'une stricte orthodoxie libérale.

En politique extérieure, les membres de la JRDF se contentent, le plus souvent, de durcir les prises de position de l'Alliance : même pacifisme, même peur d'une immixtion moscovite dans les relations entre les nations. Cependant, certains attirent l'attention sur le danger allemand. Ceux-ci accordent crédit au *Mein Kampf* d'Hitler, "effroyable menace pour la France". Ainsi, leur pacifisme s'assortit de la volonté de développer la défense nationale, les potentialités de l'Empire colonial, les alliances avec l'Italie, certes, mais aussi avec l'Angleterre et les Etats-Unis, car "la force allemande ne peut être neutralisée que par la crainte d'une force égale". Après Munich, une minorité, avec Colin de Verdières, défend encore cette thèse, alors que la majorité, avec Morancé, épouse la ligne flandiniste d'un rapprochement avec l'Allemagne pour sauvegarder la paix européenne. La tension internationale s'aggravant, à l'été 1939, Ventenat finit par déclarer que les nations libres ne peuvent plus tolérer "les entreprises de domination en Europe", dans son article intitulé "Si je répondais au docteur Goebbels."

Quel bilan tirer de cette présentation des jeunesses de l'Alliance démocratique dans les années trente ?

Leur existence même a certainement évité à quelques jeunes la dérive fasciste. Elle atteste que le "juste milieu", que d'aucuns jugeaient obsolète, pouvait encore susciter des vocations. Les jeunes n'étaient pas tous attirés par l'extrémisme ; la démocratie gardait des adeptes.

La JRF, puis la JRDF, ont contribué à revitaliser un parti déjà régénéré par Flandin, à rajeunir, en partie, ses cadres, à le ressourcer et à lui donner une

assise. Elle apporte un appui au président de l'Alliance, alors que ses prises de position étaient contestées au sein du parti par les amis de Paul Reynaud.

Enfin, les jeunesses de l'Alliance démocratique ont-elles été une pépinière d'hommes politiques pour les régimes ultérieurs ? Le bilan, si l'on considère les membres responsables, est, somme toute, modeste. Ni Morancé, ni Ventenat n'ont réussi à effacer leur premier échec aux législatives de 1936. Le premier a quitté la politique pour créer une faculté libre d'économie. Le second a dû se contenter de mandats locaux en Dordogne, bien qu'ayant contribué, au lendemain de la guerre, à la renaissance de l'Alliance. Julien Tardieu, qui a été l'organisateur du maquis des Cévennes, est élu au conseil municipal de Paris en 1947, puis à la députation en 1957 et 1958. Comme lui, Bruyneel et R. Nisse ont été députés sous la IV^e République.

Le bureau de la JRDF

Présidents : Gaston Morancé jusqu'à la fin 1937

André Magnan de janvier 1938 jusqu'à la guerre

Vice-présidents : P. Fauconnier et Nicolini

Secrétaire général : Michel Bergogne

Trésorier : Marcel Ventenat.